



CHAPITRE 90

LOI ÉTABLISSANT UNE RÉSERVE DE FORÊTS, DE CHASSE ET DE PÊCHE DANS LA GASPÉSIE

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé. de la réserve forestière de la Gaspésie.*

2. Le territoire s'étendant, partie dans le district élec- Limites de
toral de Matane et partie dans le district électoral de la réserve.
Gaspé, décrit comme suit :

“Commencant à la ligne de division entre le district électoral de Matane et le district électoral de Bonaventure, à l'intersection du 67^e méridien de longitude est avec la ligne de profondeur du district électoral de Bonaventure; de là, le long de ladite ligne de profondeur du district électoral de Bonaventure et son prolongement, dans la même direction, atteignant le 65^e méridien de longitude est, au lac Edouard dans le district électoral de Gaspé; de là, au nord, le long dudit 65^e méridien jusqu'au 49^e parallèle de latitude nord; de là, à l'ouest, le long dudit 49^e parallèle jusqu'à son intersection avec la ligne de profondeur du canton de Cap-Chat; de là, suivant les lignes de profondeur des cantons de Romieu, de Dalibaire et de Cherbourg, dans le district électoral de Matane, jusqu'au 67^e méridien susdit; de là, au sud, le long dudit 67^e méridien, au point de départ, le tout comprenant une superficie d'environ deux mille cinq cents milles carrés, plus ou moins”; mis à part comme réserve forestière par arrêté en conseil du 28 avril 1905, ne peut être vendu ou occupé, sauf tel que ci-après pourvu; et ledit arrêté en conseil, appendice de la présente loi, est ratifié. Ratification de l'arrêté. S. R. (1909), 1701.

3. Ce territoire est mis à part comme réserve fores- Destination de la réserve.
tière, endroit de pêche et de chasse, parc public et lieu de délassement, sous le contrôle du ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, pour les citoyens de la province, sujet aux dispositions de la présente loi et aux règlements adoptés sous son autorité, et

Nom de la réserve. est connu sous le nom de "Réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie". S. R. (1909), 1702; 8 Geo. V, c. 30, s. 12.

Annexion de territoire adjacent. 4. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ajouter à la réserve tout territoire adjacent et non concédé de la couronne. S. R. (1909), 1703.

Émission et renouvellement de certains permis par le ministre des terres et forêts. 5. L'émission et le renouvellement des permis pour couper du bois dans les limites de la réserve, dans le cas où ils peuvent être émis ou renouvelés, et l'octroi des permis et les autorisations visés par l'article 14 de la Loi du parc des Laurentides (chap. 88) sont faits par le ministre des terres et forêts.

Approbation de la demande par le ministre de la colonisation, etc. La demande pour l'émission des permis ou des autorisations tombant sous le coup de l'article 14 de la Loi du parc des Laurentides (chap. 88) doit, en outre, pour être accordée, être approuvée par écrit par le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries. S. R. (1909), 1702a; 8 Geo. V, c. 30, s. 13.

Défense de louer la réserve. 6. Nul, sauf les personnes ayant bail, licence ou permis, ne peut s'établir ou se fixer sur, se servir de ou occuper aucune partie de ladite réserve, et aucun bail, licence ou permis qui puisse diminuer de quelque manière l'utilité de la réserve ne peut être fait, accordé ou émis. S. R. (1909), 1704.

Prise de possession de partie de la réserve. 7. Les dispositions de toute loi générale ou spéciale permettant de prendre possession de quelque partie de la réserve, ou l'exécution de tous travaux dans les limites de la réserve, sont sujettes à l'application de l'article 6. S. R. (1909), 1705.

Nomination d'un surintendant. 8. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un surintendant chargé de l'exécution des dispositions de la présente loi et des règlements établis en vertu de l'article 9 et de toute autre disposition de la dite loi.

Nomination d'employés. Les gardiens, gardes forestiers et autres officiers nécessaires sont nommés par le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries. S. R. (1909), 1706; 8 Geo. V, c. 30, s. 14.

Pouvoir de faire des règlements pour certaines fins. 9. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, amender et révoquer des règlements pour les objets suivants:

a) L'administration, la protection, l'entretien et les améliorations de la réserve et des cours d'eau, lacs, arbres et arbrisseaux, minéraux, curiosités naturelles et autres matières y contenues;

b) La protection contre les incendies et leur extinction;

c) La conservation et la protection du poisson, du gibier, des oiseaux sauvages en général, et de tous les animaux de la réserve, et la destruction des loups, ours et autres animaux nuisibles, féroces ou destructeurs;

d) Les pouvoirs et devoirs du surintendant, des gardiens, gardes forestiers et autres officiers nécessaires, ainsi que le salaire et autre rémunération à leur accorder sur les crédits affectés à cet objet;

e) L'éloignement et le renvoi des personnes et la confiscation ou destruction des fusils ou autres armes à feu ou explosifs, trappes, filets, dards ou autres armes ou instruments de chasse ou de pêche, qui se trouvent, sans droit, dans les limites de la réserve;

f) L'émission de permis de boutiques et de maisons pour le logement des visiteurs, et d'établissements ou des commerces et industries nécessaires aux personnes se rendant à la réserve peuvent être exploités;

g) L'émission de permis pour couper du bois sur des limites ci-devant concédées, situées dans la réserve, pour l'amélioration de la réserve et pour le chauffage des préposés au service de la réserve;

h) L'exploitation des mines et le développement des intérêts miniers dans les limites de la réserve, et l'émission de certificats de mineur ou de permis d'occupation, pour cet objet et pour l'exploration et la recherche des mines et minéraux;

i) La location, pour un nombre d'années quelconque, de telles parties de la réserve qu'il juge propres à la construction de maisons d'habitation et autres constructions nécessaires pour loger les visiteurs ou personnes se rendant à la réserve;

j) En général, les choses nécessaires à la mise à exécution de la présente loi.

2. Tous ces règlements sont publiés deux fois dans la *Gazette officielle de Québec*, et ont dès lors force de loi. Promulgation des règlements.
S. R. (1909), 1707.

10. Tout contrevenant à l'une des dispositions de la présente loi ou à l'un des règlements adoptés sous son autorité est passible d'une amende de pas moins de cinq dollars et n'excédant pas cinquante dollars, avec frais, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de pas moins d'un mois et de pas plus de trois mois, avec ou sans travaux forcés. Punition des infractions à la loi et aux règlements.
S. R. (1909), 1708.

Peine contre
qui pêche ou
chasse sans
permis.

11. Nul ne peut pêcher dans les eaux, ni chasser dans les limites de la réserve, s'il n'est porteur d'un permis accordé par le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries ou par une personne par lui désignée à cet effet, sans se rendre passible de la pénalité prescrite par l'article 10. S. R. (1909), 1709.

Arrestation à
vue, etc.

12. Le surintendant, ou tout garde forestier de la réserve, ou tout constable peut, sans mandat, arrêter à vue et traduire devant un juge de paix ou le surintendant, pour subir son procès suivant la loi, ou peut arrêter et chasser des limites de la réserve toute personne prise en flagrant délit de contravention aux dispositions de la présente loi ou des règlements adoptés sous son autorité. S. R. (1909), 1710.

Vente
des armes et
instruments
confisqués.

13. Tous filets, trappes, dards, armes à feu, explosifs, armes ou instruments, saisis et confisqués en vertu des règlements faits sous l'autorité de la présente loi, sont vendus, et le produit de la vente, déduction faite des dépenses nécessaires, est appliqué comme il est ci-après spécifié. S. R. (1909), 1711.

Coupe de
bois.

14. Aucun bois de construction ou autre ne peut être abattu ni coupé dans les limites de la réserve, qu'en vertu d'un permis accordé conformément à la Loi des terres et forêts (chap. 44) ou à des règlements s'y rapportant, ou d'une autorisation donnée par le ministre des terres et forêts ou des règlements concernant la régie de la réserve. S. R. (1909), 1712.

Accès des
officiers du
dépt des ter-
res, etc., à la
réserve.

15. Les officiers du département des terres et forêts, ou les personnes autorisées par le ministre des terres et forêts ont accès au parc pour y remplir les devoirs se rapportant aux matières qui sont sous le contrôle de ce dernier. S. R. (1909), 1712a; 8 Geo. V, c. 30, s. 15.

Droits que
confère dans
la réserve
un permis de
coupe de bois.

16. Un permis de coupe de bois sur les terres faisant partie de la réserve ne donne point au porteur un titre à la possession exclusive de cette terre ou de ce territoire, à l'encontre de la couronne ou des agents ou employés de celle-ci, et aucun tel permis ne soustrait le porteur, ses agents ou employés aux prohibitions des lois relatives à la pêche, à la chasse, au port et à l'usage d'armes à feu dans les limites de la réserve. S. R. (1909), 1713.

17. La recherche des minéraux dans les limites de la réserve est prohibée, sauf quand elle est faite en conformité des règlements établis à cette fin. S. R. (1909), 1714. Recherche des minéraux dans la réserve.

18. Aucune licence pour la vente des liqueurs alcooliques dans les limites de la réserve ne peut être accordée; et toute liqueur alcoolique, trouvée dans les limites de la réserve et tenue pour être mise en vente contrairement aux dispositions de la Loi des liqueurs alcooliques (chap. 37), peut être saisie et détruite par tout garde forestier de la réserve, ou par tout constable, percepteur du revenu de la province, ou autre personne à ce autorisée; et lesdits gardes forestiers ont les pouvoirs et l'autorité d'un percepteur du revenu de la province pour ce qui concerne l'application des dispositions de la Loi des liqueurs alcooliques et de celles de la présente loi, dans la réserve. S. R. (1909), 1715. Vente de liqueurs alcooliques.

19. Rien de ce que contient la présente loi ne sous-traît ledit territoire comprenant la réserve, ni celui situé à un mille d'une partie quelconque de celle-ci, à l'application des dispositions de la Loi de la pêche (chap. 83) et de la Loi de la chasse (chap. 86), à moins de prescriptions contraires. S. R. (1909), 1716. Maintien des lois de pêche et de chasse.

20. En sus de toute pénalité imposée par la présente loi ou par les règlements adoptés sous son autorité, le délinquant est responsable de tous les dommages qu'il a causés, et ces dommages sont recouvrables devant toute cour ayant juridiction compétente. S. R. (1909), 1717. Dommages causés.

21. Afin de maintenir l'ordre, de faire respecter les lois, les dispositions de la présente loi et les règlements faits en vertu de ses dispositions, le surintendant a, dans les limites de ladite réserve et dans un rayon d'un mille autour de celle-ci, tous les pouvoirs, droits et privilèges d'un magistrat de police. S. R. (1909), 1718. Pouvoirs du surintendant.

22. Toute personne arrêtée pour une contravention aux dispositions de la présente loi ou aux règlements adoptés sous son autorité, et punissable sur conviction sommaire devant un juge de paix ou le surintendant, peut, avant ou après condamnation, être emprisonnée dans la prison commune ou toute autre prison des districts de Rimouski ou de Gaspé, suivant que le juge de paix ou le surintendant le juge le plus convenable. S. R. (1909), 1719. Lieu de l'emprisonnement des personnes arrêtées.

Témoins
compétents.

23. Lors de l'audition d'une dénonciation ou plainte faite en vertu de la présente loi ou des règlements passés en vertu de ses dispositions, le plaignant ou dénonciateur est témoin compétent, nonobstant l'intérêt pécuniaire qu'il peut avoir dans la condamnation du délinquant, et le délinquant est aussi témoin compétent et contraignable. S. R. (1909), 1720.

Devant qui
sont inten-
tées les pour-
suites.

24. Les poursuites pour la punition des infractions à la présente loi, pour lesquelles il n'existe pas de dispositions spéciales, peuvent être intentées devant tout magistrat de police, magistrat de district, un ou plusieurs juges de paix ou le surintendant. S. R. (1909), 1721.

Emploi des
amendes.

25. La moitié de toute amende imposée en vertu de la présente loi appartient à Sa Majesté et peut être employée à payer les dépenses encourues pour la mise à exécution de ses dispositions, et l'autre moitié, si elle est perçue, est donnée au poursuivant ou dénonciateur, ainsi que les frais qu'il peut avoir encourus, et qui ont été recouvrés.

Défense aux
employés
d'avoir part
aux amendes.

Le surintendant, les gardes forestiers et autres employés de la réserve, n'ont aucune part dans les amendes. S. R. (1909), 1722.

Règles de la
procédure.

26. Les dispositions de la première partie de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 165), régissent les poursuites et procédures en vertu de la présente loi. S. R. (1909), 1723.

Emploi des
revenus per-
çus en vertu
de la pré-
sente loi.

27. Sauf ce qui est prévu à l'alinéa suivant, les revenus provenant de l'octroi des licences, permis ou baux en vertu de la présente loi, constituent un fonds spécial et sont affectés au paiement des dépenses encourues pour mettre à exécution ses dispositions; et, jusqu'à ce que ce fonds soit suffisant, une somme de trois mille dollars est annuellement affectée aux dépenses encourues par le ministre pour cet objet.

Destination
des revenus
provenant
de l'émission
et du renou-
vellement de
permis de
coupe de bois.

Les revenus provenant de l'émission et du renouvellement des permis pour couper du bois sur des limites, dans le cas où ils peuvent être émis ou renouvelés, et de l'émission des permis ou des autorisations tombant sous le coup de l'article 14 de la Loi du parc des Laurentides (chap. 88) font partie du fonds consolidé du revenu de la province. S. R. (1909), 1724; 8 Geo. V, c. 30, s. 16.

28. La présente loi n'affecte aucun droit résultant d'un permis de coupe de bois, ou d'une location accordée à une personne ou à un club de chasse ou de pêche. S. R. (1909), 1725. Maintien de certains permis et baux.

29. Le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries est chargé de l'exécution de la présente loi. Exécution de la loi.

APPENDICE

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Québec, 28 avril 1905.

No 255

PRÉSENT

Le lieutenant-gouverneur en conseil.

Pour la conversion d'une partie de la péninsule de Gaspé en réserve forestière, en vertu de la loi 4 Edouard VII, chapitre 13, section 7

Attendu que l'honorable ministre des terres, mines et pêcheries, dans un rapport en date du vingt-sept avril (1905), expose:

Qu'il est désirable et avantageux qu'une certaine partie des terres non arpentées et non concédées de la couronne dans la péninsule de Gaspé, soit érigée en réserve forestière, dans le but suivant, savoir: la protection des forêts, tout en permettant la coupe du bois, tel qu'il est pourvu par les règlements actuellement ou ci-après en vigueur, assurant par là l'existence de l'irrigation naturelle dans son état actuel, ce qui est nécessaire à l'exploitation la plus efficace de l'industrie agricole, ainsi qu'à la protection et à la perpétuation du poisson et du gibier dans ladite région;

Que des réserves semblables à celle ici décrite ont été établies sur une grande échelle dans les provinces voisines et aux États-Unis et sont agrandies et augmentées continuellement, et que, là où ces réserves ont été faites il y a quelques années, les résultats qu'elles ont produits ont déjà été trouvés très avantageux pour le public;

Que le territoire en question est borné comme suit:
"Commencant à l'intersection du 67e méridien, de là, le long de la ligne de profondeur du comté de Bonaventure; de là, dans la même direction atteignant le 65e méridien au lac Édouard; de là, au nord, le long du 65e méridien au 49e parallèle; de là, à l'ouest, le long du 49e parallèle jusqu'à son intersection avec la ligne de profondeur du canton de Cap-Chat; de là, suivant la ligne de profondeur des cantons Romieu, Dalibaire et Cherbourg jusqu'au 67e méridien; de là, au sud, le long du 67e méridien au point de départ, comprenant une superficie d'environ 2,500 milles carrés, plus ou moins";

Que le territoire ci-dessus décrit est éminemment propre aux fins mentionnées, vu qu'il est tout à fait important à la colonisation, que plusieurs grandes et importantes rivières y prennent leur source, qu'il est riche en poisson et en gibier, toutes choses qu'il est dans l'intérêt public de protéger;

En conséquence, IL EST ORDONNÉ que le territoire ci-dessus décrit soit mis à part comme réserve forestière sous le nom de : "Réserve forestière de Gaspé", conformément aux dispositions de la loi 4 Édouard VII, chapitre 13, section 7.

(Certifié),

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil exécutif.

S. R. (1909), 1725, appendice.

Réserve de l'Île d'Anticosti 168.V.C.30